

N° 7987<sup>3</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2021-2022

**PROJET DE LOI**

portant modification :

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale

\* \* \*

**SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Avis de la Cour supérieure de Justice (22.4.2022).....	1
2) Avis du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg.....	2
3) Avis du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch (24.5.2022) .	3
4) Avis du Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg (3.6.2022).....	4
5) Avis du Parquet général (15.6.2022) .....	4

\*

**AVIS DE LA COUR SUPERIEURE DE JUSTICE**

(22.4.2022)

Cet avis a été demandé par une communication de Mme le Procureur Général d'État du 29 mars 2022.

Dans la mesure où la finalité de cette directive est de renforcer la lutte contre la fraude portant atteinte au budget de l'Union Européenne, le projet de loi en question correspond à cette finalité.

Il sera noté en particulier que le champ d'application de l'article 496-1 du Code pénal (escroquerie à subvention par fausses déclarations, c'est-à-dire infraction caractérisée par une démarche active de l'auteur de l'infraction) est élargi dans la mesure où n'est pas uniquement incriminé celui qui effectue une fausse déclaration ou une déclaration incomplète mais également celui qui omet de communiquer une information en violation d'une obligation spécifique.

Il se pose cependant la question de savoir si cette adjonction ne devrait pas également être effectuée au niveau de l'article 496-2 du Code pénal, qui incrimine la réception de la subvention induue, suite aux agissements visés à l'article 496-1 du Code pénal.

Il sera enfin noté que l'infraction à l'article 496-3 du Code pénal (acceptation ou conservation d'une subvention induue, en connaissance de ce caractère indu, donc infraction caractérisée par l'absence de démarches frauduleuses en vue de l'obtention de la subvention, par opposition aux infractions à l'article 496-1 et 496-2 du Code pénal qui supposent un agissement frauduleux de l'auteur, par action ou omission) était sanctionnée jusqu'à présent par les peines prévues pour le cel frauduleux (peines de prison de 8 jours à 2 ans et amende de 500 à 5.000 euros selon l'article 508 du Code pénal). Aux termes du présent projet de loi, l'infraction à l'article 496-3 du Code pénal sera sanctionnée plus sévèrement, par les peines prévues pour l'escroquerie à l'article 496 du Code pénal, c'est-à-dire un emprisonnement de 4 mois à 5 ans et une amende de 251 à 30.000 euros, ainsi que l'interdiction facultative, en tout ou en partie, de l'exercice des droits énumérés à l'article 11 du Code pénal, pour un terme de cinq à dix ans.

L'article II du projet de loi concerne l'article 5-1 du Code de procédure pénale, qui vise la compétence des autorités de poursuite et juridictions luxembourgeoises pour certaines infractions commises

à l'étranger par un ressortissant luxembourgeois, par toute personne qui a sa résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et par l'étranger trouvé au Grand-Duché de Luxembourg. Il vise à ajouter l'infraction à l'article 240 du Code pénal aux infractions énumérées à l'article 5-1 §1er du Code pénal.

\*

## AVIS DU TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE LUXEMBOURG

Les dispositions de la directive (UE 2017/1371) ont été transposées en droit luxembourgeois par la loi du 12 mars 2020. Pour combler certaines lacunes et pour assurer une transposition intégrale de la directive précitée, le projet de loi en question prévoit la modification des articles 240, 496-1, 496-3 et 496-4 du Code pénal et de l'article 5-1 du Code de procédure pénale.

• *Quant à l'article 1er, point 1° du projet de loi concernant l'article 240 du Code pénal :*

L'article 240 du Code pénal punit toute personne dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publiques, ou chargée d'une mission de service public, qui aura détourné, directement ou indirectement, des deniers publics ou privés, des effets en tenant lieu, des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains, soit en vertu, soit à raison de sa charge ou qui les aura utilisés d'une manière contraire aux fins prévues et d'une façon à porter atteinte aux intérêts publics.

L'article vise en l'état actuel uniquement les personnes dépositaires ou agents de l'autorité ou de la force publiques, ou chargée d'une mission de service public alors que la directive vise les agents publics, c'est-à-dire toute personne exerçant une fonction exécutive, administrative ou juridictionnelle au niveau national, régional ou local.

L'article 240 du Code pénal ne vise donc actuellement pas les personnes exerçant des fonctions législatives au Luxembourg qui sont cependant prévues par la directive.

C'est dès lors à bon escient que, pour assurer une transposition complète de la directive, le projet de loi complète l'article 240 du Code pénal en y ajoutant les personnes investies d'un mandat électif public, la même formulation ayant par ailleurs été retenue pour les articles 246 et 247 du Code pénal.

• *Quant à l'article 1er, point 2° du projet de loi concernant l'article 496-1 du Code pénal*

L'article 3, paragraphe 2, points a) et b) de la directive ont été transposés en droit luxembourgeois par les articles 496-1 et 496-4 du Code pénal.

L'article 496-4 du Code pénal mentionne la non-communication d'une information en violation d'une obligation spécifique ayant pour effet le détournement ou la rétention induite de fonds ou d'avoirs provenant du budget de l'Union européenne ou des budgets gérés par l'Union européenne ou pour son compte tel qu'exigé par l'article 3, paragraphe 2 de la directive. Or, dans l'article 496-1 du Code pénal, la non-communication d'une information en violation d'une obligation spécifique n'est pas prévue dans le cadre des dépenses de l'Union européenne.

Pour combler cette lacune, le projet de loi rajoute à juste titre à l'article 496-1 du Code pénal l'omission de communiquer une information en violation d'une obligation spécifique.

Pour être conforme à la directive, le projet de loi rajoute encore légitimement les « budgets gérés par l'Union ou pour son compte » à l'article 496-1 du Code pénal qui ne les mentionne actuellement pas.

• *Quant à l'article 1er, point 3° du projet de loi concernant l'article 496-3 du Code pénal*

L'infraction à l'article 496-3 du Code pénal est punissable des peines prévues à l'article 508 du Code pénal, à savoir d'une peine d'emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 500 euros à 5.000 euros.

L'article 7, paragraphe 3 de la directive exige que les infractions pénales visées aux articles 3 et 4 de la directive soient punissables d'une peine maximale d'au moins quatre ans d'emprisonnement.

Or, comme actuellement l'article 496-3 du Code pénal ne prévoit, eu égard à la référence à l'article 508 du Code pénal, qu'une peine maximale d'au moins deux ans d'emprisonnement, le projet de loi remplace justement la référence à l'article 508 du Code pénal par celle à l'article 496 Code pénal puisque cet article prévoit une peine maximale d'emprisonnement de cinq ans, remplissant ainsi les critères de la peine exigée par la directive.

• *Quant à l'article Ier, point 4° du projet de loi concernant l'article 496-4 du Code pénal*

Le Tribunal renvoie aux développements effectués à l'article Ier, point 2° concernant l'article 496-1 du Code pénal concernant le rajout des termes « budgets gérés par l'Union ou pour son compte » à l'article 496-4 du Code pénal et est d'avis qu'il convient de compléter l'article 496-4 du Code pénal également en ce sens tel que proposé.

• *Quant à l'article II, point 4° du projet de loi concernant l'article 5-1 du Code de procédure pénale*

L'article 23 du règlement UE 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 prévoit au point c) que le Parquet européen est compétent pour les infractions dites « PIF » commises en dehors des Etats participants par une personne qui, au moment de l'infraction, était soumise au statut des fonctionnaires ou au régime applicable aux autres agents, pour autant qu'un Etat membre soit compétent à l'égard de ces infractions lorsqu'elles sont commises en dehors de son territoire.

La loi du 12 mars 2020 a modifié l'article 5-1 du Code de procédure pénale en y ajoutant les infractions aux articles 496-1 à 496-4 et 506-1 du Code pénal pour qu'une plainte de la victime ou une dénonciation officielle ne soit plus requise préalablement à une poursuite.

Cependant, l'article 240 du Code pénal ne figure pas dans la version actuelle de l'article 5-1 du Code de procédure pénale et pose ainsi problème pour la poursuite pénale par le Parquet européen dans certaines hypothèses.

Il est dès lors justifié de modifier l'article 5-1 du Code de procédure pénale en y ajoutant l'article 240 du Code pénal pour faciliter les poursuites pénales.

\*

## **AVIS DU TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE DIEKIRCH**

(24.5.2022)

**Retourné à Madame le Procureur Général d'Etat comme suite à sa demande du 29 mars 2022 avec les observations suivantes :**

Le projet de loi qui a été soumis pour avis au Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch entend assurer une transposition complète de la directive (UE) 2017/1371 en comblant certaines lacunes et oublis survenus lors de la transposition de cette même directive par la loi du 12 mars 2020 portant modification : 1° du Code pénal; 2° du Code de procédure pénale; 3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal.

Dans ce contexte, les libellés de certaines infractions pénales déjà prévues dans le Code pénal luxembourgeois, ainsi que le libellé de l'article 5-1 du Code de procédure pénale, sont adaptés aux infractions en matière de fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union.

Les modifications suggérées sont conformes et ne comportent aucune remarque particulière.

*La Présidente du Tribunal,*  
Brigitte KONZ

\*

## AVIS DU PARQUET DU TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE LUXEMBOURG

(3.6.2022)

Par courrier du 29 mars, Madame le Procureur général d'État a sollicité l'avis du soussigné quant au projet de loi susmentionné.

Le projet de loi sous rubrique tend à assurer une transposition complète de la directive 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017, directive qui fut déjà transposée en droit luxembourgeois par la loi du 12 mars 2020. Suite à certaines critiques d'une transposition incomplète, les cas d'application des articles 240, 496-1, 496-3 et 496-4 sont complétés et la compétence territoriale de l'article 5-1 du code de procédure pénale est élargie à l'article 240 du code pénal.

Le soussigné souscrit aux propositions de modification et se rallie à la motivation de l'exposé des motifs et des commentaires des articles.

*Le Procureur d'Etat,*  
Georges OSWALD

\*

## AVIS DU PARQUET GENERAL

(15.6.2022)

Le projet de loi sous examen vise à compléter la transposition en droit national de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017, relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal, publiée le 28 juillet 2017 au Journal officiel de l'Union européenne.

### *Article 1er*

Les auteurs du projet de loi prévoient au point 1° de l'article 1er de compléter l'article 240 du Code pénal par les termes « *ou investie d'un mandat électif public* » ajoutés entre les mots « *ou chargée d'une mission de service public* » et « *qui aura détourné, directement ou indirectement* ».

L'ajoute proposée est motivée par le fait que les personnes exerçant une fonction législative au Luxembourg n'entreraient actuellement pas dans le champ d'application de l'article 240 du Code pénal. Si la modification-même ne suscite pas de commentaire particulier, la soussignée ne partage pas la lecture de l'actuel article 240 du Code pénal, faite par les auteurs du projet de loi sous examen.

La notion de « *personne dépositaire de l'autorité publique* », introduite par la loi du 15 janvier 2001, portant approbation de la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques du 21 novembre 1997 sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et relatif aux détournements, aux destructions d'actes et de titres, à la concussion, à la prise illégale d'intérêts, à la corruption et portant modification d'autres dispositions légales<sup>1</sup>, a été reprise du droit pénal français. Dans l'exposé des motifs du projet de loi no 4400 ayant abouti à la loi précitée du 15 janvier 2001, les auteurs retiennent que « *D'après la doctrine française, cette notion vise la personne qui est titulaire d'un pouvoir de décision et de contrainte sur les individus et sur les choses, pouvoir qu'elle manifeste dans l'exercice des fonctions permanentes ou temporaires, dont elle est investie par délégation de la puissance publique* ». Cette notion absolument générale inclut les représentants de l'Etat et des communes (ministres, bourgmestres et échevins), les fonctionnaires (outre les magistrats, spécialement visés par l'article 249 nouveau), les officiers publics (notaires, huissiers) et toutes autres personnes exerçant des fonctions d'autorité (tels, par exemple, les présidents et assesseurs de bureaux de vote) (cf. *op. cit.*, loc. cit., No57-69). Celle de *personne investie d'un mandat électif public* constitue un sous-ensemble de la première notion (les personnes investies d'un mandat électif public étant dépositaires de l'autorité publique). »

<sup>1</sup> Mémorial A no 17 du 7 février 2001

La modification proposée n'affecte donc guère le champ d'application des personnes visées par l'article 240 du Code pénal et n'était pas indispensable. Elle présente cependant l'avantage d'apporter une clarification supplémentaire du texte de loi existant et réitère le souhait du législateur d'inclure sans discussion possible, cette catégorie de personnes dans les prévisions du texte de loi sous examen.

Les points 2 et 3 de l'article 1er complètent les articles 496-1 et 496-4 du Code pénal, afin d'incriminer l'ensemble des comportements visés par l'article 3 paragraphe 2, point a) et b) de la Directive. Ces modifications n'appellent pas d'observations particulières.

#### *Article II*

L'article II comporte une extension de l'article 5-1 du Code de procédure pénale à l'article 240 du Code pénal.

Pour certaines infractions pénales, spécialement énumérées, commises à l'étranger par des ressortissants étrangers, la compétence territoriale internationale des juridictions répressives luxembourgeoises est donnée en vertu de dispositions pénales spéciales, dont l'article 5-1 du Code de procédure pénale, conférant compétence exorbitante.

Parmi les crimes et les délits limitativement énumérés à l'article 5-1 précité, figurent les crimes prévus aux articles 245 à 252 du Code pénal. Aucun critère objectif ne justifie cependant, au niveau de la compétence territoriale internationale des juridictions répressives luxembourgeoises, un traitement différencié des auteurs de l'infraction de détournement par rapport aux auteurs des infractions de prise illégale d'intérêts, de corruption ou de trafic d'influence.

Dans un souci d'harmonisation de la législation nationale, il y a partant lieu d'intégrer toutes les infractions visées par la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017, relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal à l'article 5-1 du Code de procédure pénale.

Luxembourg, le 15 juin 2022

Sandra KERSCH  
*Avocat général*





